

- 1) L'échec de la conditionnalité (d'où la nécessité de réformes institutionnelles) illustre qu'il ne peut y avoir de réformes réussies sans réappropriation du processus et réappropriation qui repose sur un consensus interne.

Cependant il ne peut pas avoir réappropriation si les choix des stratégies finançables sont définis à l'avance et de l'extérieur. Quelle garantie y-a-t-il qu'un pays qui propose des politiques qui remettent en cause une intégration passive au marché mondial et qui cherche plutôt à poursuivre une stratégie nationale cohérente, comme l'a fait la Corée du Sud par exemple, recevra aussi un appui financier?

Il ne s'agit là que d'une interrogation qui cherche à illustrer le caractère non-résolu des propositions actuelles et qui identifie bien le problème de fond : l'impossibilité de gérer l'ajustement et les réformes institutionnelles et économiques proposées de l'extérieur et l'importance que les débats autour d'enjeux actuels aussi cruciaux que ceux de la restructuration de l'État, soient réappropriés par les pays concernés.

2. Contrairement à l'idée qu'il y aurait un consensus ferme et arrêté sur le rôle de l'État, l'existence de débats est réelle et la nécessité d'ouvrir de nouveaux espaces de discussion, tels que l'arène de la Francophonie, fort importante.

Sur l'existence de débats, l'élection américaine de 1996 porte au moins en partie précisément sur la reconceptualisation de l'État dans ce pays<sup>7</sup>.

Concernant plus spécifiquement l'Afrique, l'état des débats sur les stratégies à suivre et leur caractère non résolu est éloquemment rendu dans un ouvrage récent dirigé de G.A. Cornia et G.K. Helleiner<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Voir " Le retour des économistes de l'offre " par Sébastien Gagnon-Messier, Le Devoir, 13-03-96.

<sup>8</sup> G.A. Cornia et G.K. Helleiner, From Adjustment to Development in Africa Conflict, Controversy, Convergence, Consensus?, Macmillan and St. Martin's